

Mission « Banquiers Solidaires »

– Termes de référence –

Evaluation et renforcement du dispositif de prévention du blanchiment d'argent et de financement du terrorisme (LCB-FT)

Localisation : Abidjan

Durée de la mission : 20 jours, dont 10 jours de mission terrain

Organisation : PAMF – CI, Côte d'Ivoire

Thématique : Risques et conformité

CONTEXTE

Le secteur de la finance inclusive a pour mandat de donner un accès aux services financiers aux populations qui en sont exclues, leur donnant ainsi l'opportunité de financer leurs besoins, notamment leurs activités génératrices de revenus. Acteur reconnu du secteur, la **Fondation Grameen Crédit Agricole** a pour vocation de travailler dans des pays où la pauvreté et l'exclusion financière sont les plus fortes. Investisseur, prêteur, coordinateur d'assistance technique et conseiller de Fonds, la Fondation finance et accompagne les institutions de microfinance, les entreprises et les projets qui promeuvent une finance inclusive et le développement des économies rurales. La Fondation soutient à ce jour 80 partenaires dans 37 pays avec plus de 90 millions d'euros d'engagements.

Le secteur de la finance inclusive doit également faire face à une augmentation des exigences réglementaires afin de prévenir le risque de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme (LCB-FT). Les régulateurs des pays en développement élaborent progressivement des réglementations adaptées en suivant les recommandations spécifiques du Groupe d'action financière (GAFI) pour le secteur.

Avec un PIB de 69,8 milliards de dollars en 2021, la Côte d'Ivoire se situe dans la tranche inférieure des pays à revenu intermédiaire. Deuxième plus grosse économie de l'Afrique de l'Ouest, son économie repose sur la production de cacao et de noix de cajou, d'autres cultures vivrières et de coton. Après des années de guerre civile, le pays bénéficie à nouveau d'une stabilité politique, ce qui a permis à la Banque africaine de développement de réouvrir son siège à Abidjan, renforçant les attentes concernant la reprise économique.

Avec des banques commerciales qui s'adressent principalement aux entreprises, une grande partie de la population du pays est dépendante de la microfinance. Le secteur est dominé par des coopératives ou des institutions mutualistes, offrant principalement leurs services dans les zones urbaines dans le Sud et l'Est du pays, même si, depuis quelques années, les institutions de microfinance commencent à développer des opportunités dans les zones rurales. Les régions rurales sont très importantes pour le développement économique et social du pays, étant donné que ses ressources sont principalement liées au secteur agricole, qui représente près de 18 % du PIB national et emploie deux tiers de la population.

Le Réseau Aga Khan de développement (AKDN) a créé la Première Agence de Microfinance, Côte d'Ivoire (PAMF-CI) en 2008 à Boundiali, et a ouvert une deuxième agence à Korhogo l'année suivante. PAMF-CI compte aujourd'hui six agences dans le pays mais reste fortement axée sur les zones rurales. PAMF-CI octroie des prêts destinés à améliorer la productivité agricole, à acheter du bétail et, au développement de petites entreprises. Son produit de prêt collectif, dont le succès ne tarit pas, demeure l'une des formes les plus populaires d'obtention d'un crédit, et offre ses services à une clientèle fidèle. Les femmes représentent maintenant près d'un tiers des emprunteurs de l'institution.

Depuis quelques années, PAMF-CI a procédé à un rééquilibrage de son portefeuille de prêts avec une répartition moyenne de 35% de crédits agricoles et de 65% de crédits commerciaux, afin de limiter les risques liés à l'agriculture et la saisonnalité des activités. Cette stratégie lui a permis de prospérer parallèlement à la croissance économique continue du pays dans les zones urbaines, tout en restant fidèle à sa mission sociale.

Au cours des dernières années, et après la mise en place de sa stratégie de constitution d'une base solide de dépôts, PAMF-CI a connu une forte croissance annuelle en termes de dépôts, avec 40 % des emprunteurs qui sont aussi épargnants, et qui permettent d'alimenter ses activités.

En vue d'étendre son réseau et de faciliter l'accès de ses clients actuels à ses services financiers, la PAMF-CI a effectué des études de marché approfondies sur les services bancaires mobiles. L'Agence prévoit ainsi de développer ses services financiers numériques dans un avenir proche.

CADRE DE LA MISSION

Dans le cadre du renforcement de ses activités et de ses procédures, PAMF-CI souhaite mettre en place une politique adaptée de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terroriste avec notamment l'élaboration de manuels, la conception d'un module de formation et l'animation de formations sur les risques et les dispositifs de prévention LCB-FT à destination des membres clés de l'institution.

Le/la Banquier (ère) Solidaire aura à conduire les actions suivantes :

ACTION 1 : Analyse de l'environnement, du cadre réglementaire, des risques LCB-FT auxquels PAMF-CI fait face et des mesures de mitigation en place

- Analyser l'environnement et la régulation LCB-FT en Côte d'Ivoire ;
- Identifier les risques principaux auxquels PAMF-CI fait face ;
- Prendre connaissance des mesures, procédures, outils éventuellement déjà en place au sein de l'institution pour limiter les risques LCB-FT, ou de toute autre documentation interne pertinente en termes de LCB-FT ;
- Analyser les rôles et les responsabilités des employés dans la réduction des risques LCB-FT en conduisant des entretiens avec les membres clés de la Direction, les responsables opérationnels et les agents de terrain

Livrables :

- Rapport synthétique sur l'environnement et la réglementation LCB-FT en Côte d'Ivoire
- Rapport synthétique sur les principaux risques LCB-FT auxquels PAMF-CI fait face et les mesures de mitigation déjà en place
- Elaboration d'un plan d'action sur les risques LCB-FT : mise en lumière des principales pistes d'amélioration des procédures et outils

ACTION 2 : Élaborer des ressources de formation sur les thématiques LCB-FT pour toutes les catégories du personnel

- Avec l'équipe de direction de PAMF-CI, définir les objectifs de formation (personnes à former, principaux sujets à aborder).
- Analyser les besoins en formation des différentes catégories du personnel à former (cadres supérieurs et moyens, agents opérationnels).
- Développer des ressources de formation pour les différentes catégories du personnel (cadres supérieurs et moyens et agents opérationnels dans la mesure des possibilités). Pour chaque catégorie, les ressources de formation devront inclure à tout le moins les sujets suivants :

- i. directives et cadres internationaux en matière d’anti-blanchiment d’argent et de financement du terrorisme applicables au secteur de la microfinance (recommandations du GAFI, sanctions internationales et nationales, ...) ;
 - ii. principaux risques AML-FT pour les institutions de microfinance et leurs impacts potentiels aux niveaux institutionnel et individuel ;
 - iii. exemples de risques AML-FT dans des situations de travail concrètes et signaux d’alarme ;
 - iv. meilleures pratiques existant dans le secteur de la microfinance pour limiter les risques AML-FT ;
 - v. rôles et responsabilités de chaque membre du personnel dans l’approche des risques AML-FT.
- Mettre en discussion et passer en revue les ressources de formation avec l’équipe de direction, en particulier avec les départements Opérations, Finances et Audit et contrôle permanent/conformité

Livrables

- Analyse des besoins en formation.
- Ressources de formation adaptées à chaque catégorie du personnel (cadres supérieurs et moyens, et agents opérationnels).
- Liste de recommandations en vue d’une politique structurée en matière de LCB-FT pour PAMF CI.

ACTION 3 : Formations données à la direction, aux cadres supérieurs et moyens ou aux agents opérationnels

- En collaboration avec le département Formation, organiser une session de formation à l’intention de la direction, des cadres supérieurs et moyens et / ou du personnel opérationnel d’une agence pilote (éventuellement à distance par une connexion en ligne)
- Adapter et finaliser les ressources de formation sur la base du retour d’information des personnes formées.

Livrables

- Formations finalisées accompagnées des ressources de formation nécessaires.

LOGISTIQUE ET CALENDRIER

DUREE DE LA MISSION

- **20 jours** répartis comme suit :
 - Préparation : 5 jours pour préparer la mission
 - Mission : 10 jours sur le terrain. 1 à 2 jours seront consacrés à la formation des équipes : la formation peut se faire à distance après le retour, en fonction des discussions avec PAMF-CI.
 - Post-mission : 5 jours pour finaliser les livrables, répartis sur une période de 2 à 3 semaines à l’issue de la mission terrain
 - Une mission de suivi à distance sera organisée afin de s’assurer de la bonne mise en place des recommandations de l’expert et de la nécessité de compléter éventuellement cette première mission (à discuter avec le / la Banquier (ère) Solidaire (un point à +3 mois, +6 mois et / ou +12 mois).
- **La mission peut avoir lieu pendant le temps de travail du / de la Banquier (ère) Solidaire (mécénat de compétences) ET / OU pendant les vacances du salarié (bénévolat de compétences). Un mix des deux possibilités est envisageable (volontariat de compétences).**

CALENDRIER

- **PROCESSUS DE SELECTION**
 - Publication des termes de référence
 - Sélection du ou de la bénévole par la Fondation Grameen Crédit Agricole

- **SIGNATURE DE LA CONVENTION ET PRÉPARATION DE LA MISSION**
 - Une convention est signée entre l'organisation bénéficiaire, la/le Banquier Solidaire, la Fondation et l'employeur (dans le cas d'un mécénat ou volontariat de compétences).
- **PREPARATION DE LA MISSION**
 - Signature de la convention et préparation (appels à prévoir avec l'organisation, documents à lire avant le début de la mission)
 - Préparation de la mission par le/ la Banquier (ère) Solidaire, PAMF-CI et la Fondation Grameen Crédit Agricole (environ 5 jours en amont de la mission terrain). Le / La candidat (e) sélectionné (e) et les responsables de PAMF-CI seront amenés à discuter des termes de référence et à les ajuster ensemble afin de préparer au mieux la mission.
- **MISSION TERRAIN**
 - 10 jours sur place, à Abidjan.
- **LIVRABLES DE LA MISSION**
 - Envoi des livrables de la mission par le / la Banquier (ère) Solidaire dans les 2 à 3 semaines qui suivent la mission terrain.

LOGISTIQUE, FRAIS DE MISSION ET ASSURANCE

- La formation en amont de la mission et la coordination logistique de la mission sont assurées par la Fondation Grameen Crédit Agricole.
- Les billets d'avion pour la Côte d'Ivoire sont pris en charge par la Fondation Grameen Crédit Agricole
- Le/la Banquier (ère) Solidaire bénéficie des assurances groupe
- L'hébergement, les transports locaux et les frais de restauration sont pris en charge par l'organisation bénéficiaire.
- Tout autre dépense est à la charge du / de la Banquier (ère) Solidaire

LOCALISATION

- Cette mission **se déroulera à Abidjan. Des déplacements pourront être organisés par l'organisation bénéficiaire, en fonction des besoins de la mission, pour visiter des agences à l'extérieur de la capitale.**

PROFIL RECHERCHE

- Expérience d'au moins 3 ans dans des fonctions de conformité
- Une expérience antérieure en matière d'assistance technique ou de travail de conseil dans un pays en développement serait un plus
- Appétence pour la finance inclusive / finance durable, se traduisant par une curiosité accrue pour les spécificités du secteur et par l'envie d'y adapter les standards bancaires
- Connaissances /Expérience dans le secteur de la microfinance est un plus
- Pragmatique et rigoureux/se

CONTACTS

Pour toute information sur le programme [Banquiers Solidaires](#) ou la mission, veuillez contacter :

Maria FRANCO
Responsable de Programme Assistance Technique
maria.franco@credit-agricole-sa.fr

Khady FALL
Conseillère en investissement
khady.fall@gca-foundation.org